

DU MÊME AUTEUR

Chez le même éditeur

*La Mort de l'âme*, 2003

*Un directeur de théâtre*, 2008

Aux éditions Persée

*Un amour indécent*, 2009

JEAN-MARIE HORDÉ

## Le Démocratiseur

De quelle médiocrité  
la démocratisation culturelle  
est-elle aujourd'hui l'aveu ?

LES SOLITAIRES INTEMPESTIFS

Car les vers ne sont pas, comme certains le croient, des sentiments (on les a toujours assez tôt), ce sont des expériences.

Est-il possible qu'il faille rappeler à tous, l'un après l'autre, qu'ils sont nés des anciens, qu'ils contiennent par conséquent ce passé, et qu'ils n'ont rien à apprendre d'autres hommes qui prétendent posséder une connaissance meilleure ou différente ?

Oui, c'est possible.

RAINER MARIA RILKE,  
*Les Cahiers de Malte Laurids Brigge.*

© 2011, LES SOLITAIRES INTEMPESTIFS, ÉDITIONS  
1, rue Gay-Lussac – 25000 BESANÇON  
Tél. : 33 [0]3 81 81 00 22 – Fax : 33 [0]3 81 83 32 15

[www.solitairesintempestifs.com](http://www.solitairesintempestifs.com)

ISBN 978-2-84681-324-2

## INTRODUCTION

Le mot démocratisation appliqué à la culture n'est pas neuf. On le trouve dès les premiers pas du nouveau ministère des Affaires culturelles créé par de Gaulle, en 1959, pour André Malraux. Il faut alors le comprendre dans le sens de la mission générale donnée à ce nouveau ministère : « rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français ; assurer la plus vaste audience à notre patrimoine culturel, et favoriser la création des œuvres d'art et de l'esprit qui l'enrichissent ».

D'emblée, il y a une tension. Rendre accessible l'œuvre d'art et favoriser la création sont deux missions énoncées comme complémentaires, mais dont la conciliation n'est pas évidente. Le mot démocratisation prend le sens concret de *porter vers* : sortir du musée ou des lieux consacrés pour aller vers les lieux de vie et de travail. Les débats ne manquèrent pas et Malraux lui-même était réservé. Reste qu'il s'agit d'œuvres et du plus grand nombre *possible*... L'œuvre, sa conception, sa complexité, sa possible obscurité ne sont pas mises en cause, pas plus que n'est jugé le spectateur, *a priori* considéré comme apte à recevoir ce qu'on lui propose.

Pour des raisons diverses, le théâtre sera au cœur de ce mouvement. Je n'ai pas à rappeler ici le détail de cette histoire. Simplement, je veux retenir, à titre d'exemple, cette lettre d'Émile Biasini, directeur du théâtre au ministère, au metteur en scène Jacques Fabbri, auquel il vient de proposer la direction du centre d'art dramatique d'Aix-en-Provence : « [...] je veux simplement vous dire ici combien je me réjouis de vous voir entrer dans le grand univers de la décentralisation dramatique [...]. Une belle œuvre vous attend, dans laquelle je vous aiderai aussi efficacement que possible. Je n'ai pas besoin de vous dire quels vœux le ministre d'État et moi-même formons pour votre succès... » (mai 1962).

Au sortir de la guerre, écrivains et artistes vivent avec le souvenir de l'horreur. Ils savent que la plus grande culture n'aura pas empêché le pire. Ils regardent le monde. Ils connaissent l'offense faite au monde et à sa douleur. Elio Vittorini : J'ai mal à la douleur du monde offensé. René Char : ne jamais pardonner aux nazis de l'avoir obligé le temps de la guerre à couper le monde en deux.

La beauté est une conquête.

De qui et de quoi sommes-nous donc les héritiers ?

## I

André Malraux était habité par une idée forte et simple : rendre accessibles les grandes œuvres est un combat. Il n'y a pas de mouvement spontané vers cet *effort*, avant, pour le moins, qu'un *choc* esthétique ait eu lieu. La passion de l'art, le dynamisme de la vie culturelle de chacun ne sont pas un fait de naissance (ou de nature !), ils nécessitent des rencontres, celles des hommes et des œuvres. Je ne pense pas que Malraux ait jamais imaginé que le mouvement qu'il portait allait de soi, qu'il répondait à une demande préexistante et qu'il lui fallait satisfaire une clientèle. Quand il missionnait un artiste pour fonder un théâtre en province, ouvrir une maison de la culture ou développer un travail inauguré par d'autres, il fallait entendre le mot mission dans un sens plus évangélique que commercial ! En tout cas, mission voulait dire : je vous fais confiance pour accomplir un travail qui ne va pas de soi. Vous aurez à lutter, à mettre en œuvre tous vos talents, à faire œuvre artistique *et* politique. Il ne leur demandait pas d'être gaullistes, évidemment pas, il leur demandait d'être politiques, en ce sens que leur présence dans une ville et le soutien qu'ils recevaient de leur ministre s'inscrivaient dans le cadre d'une ambition politique vaste,

allant de l'aménagement du territoire à l'élévation du niveau de culture de chacun. Une politique donc, un humanisme certainement, aucune naïveté.

La clef de voûte de cette ambition n'était pas la constitution d'un marché ou l'élargissement d'une clientèle. Aujourd'hui, tout semble s'organiser autour d'une soumission au marché. Cela s'écrit : répondez à la demande ! C'est, de façon explicite, ignorer les particularités de l'art qu'aucune demande ne précède ; seule l'offre est en mesure de générer une attente. Cela est particulièrement vrai des arts de la scène, ceux qui ne laissent aucune trace et qui ne peuvent être l'objet d'aucun marché spéculatif. Ce sont donc bien ces arts-là, théâtre et danse, qui étaient principalement visés dans la lettre de mission du président Sarkozy fraîchement élu à sa ministre Mme Albanel, comme une objective injonction à diminuer l'aide publique et à en finir avec la lancinante question de la minorité privilégiée : « La démocratisation culturelle, c'est enfin veiller à ce que les aides publiques à la création favorisent une offre répondant aux attentes du public. Vous reformerez à cette fin les conditions d'attribution des aides en créant des commissions indépendantes d'attribution associant des experts, des artistes et des représentants du public [...] Dans le même esprit, et de manière alternative, vous examinerez dans quelle mesure le dispositif d'aide à la création cinématographique, qui repose en partie sur le succès des œuvres subventionnées, pourrait être appliqué au théâtre. »

En soixante ans, le paysage s'est bien sûr transformé. Industries culturelles, industries du divertissement, écrasement du sujet politique (le citoyen) sous son unique versant de consommateur,

seul quantifiable. Le quantifiable : nouveau dieu culturel ! Tourisme culturel ou tourisme gastronomique, qu'importe ! Du moment que la quantité va croissant, tout va bien ! Tout est produit, tout est consommable, tout est périssable. Autrement dit, en quelque cinquante ans, nous serions passés du temps de la promesse d'un mouvement ascendant pour tous – dont la culture était l'écume autant que le fondement – à un temps du constat passif, soumis à un état supposé fatal (ou heureux) des choses et des « gens ». Le vent n'a plus qu'une seule direction, il ne tourne plus. Donc, inutile de lutter, accompagnez l'histoire dans son sens qui est désormais celui du marché de masse.

La promesse était liée à l'espoir. L'espoir est une force. Espoir et promesse ne sont pas un but assignable ; il n'y a pas de poteau marquant la fin de la course, non, espoir et promesse sont la force et le chemin. Ils sont le parcours et la direction. Pas de victoire ! Mais pas d'échec qui ne puisse être repris. La logique de politique culturelle inaugurée après guerre fut celle du mouvement. Il y eut cependant de nombreuses périodes de latence, jusqu'à l'orée du second septennat de François Mitterrand. Dans les périodes creuses, rares sont les ministres de caractère : on se souvient de la démission de Françoise Giroud, sous Giscard d'Estaing, qui n'obtint pas le budget promis. Mais personne ne parlait alors de l'inutilité du ministère ; on se contentait de le maintenir dans son petit périmètre. En 1981, il y eut les « 110 propositions » et le doublement du budget du ministère de la Culture. En 1998, il y eut le « ni-ni ». Ni nationalisation ni privatisation. Le périmètre de la Culture fut préservé, mais pourtant, déjà, quelque

chose s'essoufflait. Le pouvoir n'était plus conquête et transformation, mais conservation. Fin de l'utopie, nous disait-on.

Entre-temps, le travail d'aménagement du territoire avait produit des résultats concrets. Théâtres et maisons de la culture étaient présents un peu partout en France. Le débat, donc, se focalise aujourd'hui davantage sur le contenu des bâtiments et l'orientation des « missions ». On peut virer une équipe, non détruire un théâtre. Mais, simultanément, le pouvoir laisse ses marges de manœuvre, comme on dit, se réduire. Progressivement l'imagination se calcifie. Il faut gérer. Artistes, professionnels et ministres ne sont pas fondamentalement en désaccord sur ce point. Les uns parce qu'il faut préserver les moyens existants, principalement concentrés dans les institutions nationales où le directeur est nommé par le ministre (à l'issue de fréquentes négociations difficiles avec les maires), les autres parce qu'ils ne cherchent plus à revitaliser un système dont l'extension légitime leur apparaît trop problématique. À la fin du siècle dernier, donc, une sorte de fatalisme complice s'est imposé. On nous apprenait qu'il fallait faire avec ce réalisme étroit. Le réel devenait cette réalité de boutiquiers, ce qui, pourtant, n'a rien de fatal. Mais l'Angleterre de Thatcher et l'Amérique de Reagan avaient réussi à imposer un nouveau diktat idéologique. Dérégulation et libre marché. Une suspicion nouvelle menaçait la subvention !

Du coup, la perception change. Ce qui était une politique d'État devint la distribution de privilèges que l'État peine à justifier. Les avancées de la société inégalitaire ont partout produit ce paradoxe : ce qui

était la norme, par exemple avoir un travail à vingt-cinq ans et en vivre, devint un privilège ; avoir un emploi garanti, un avantage contre-productif... Alors que dire des professions de la dépense que sont les métiers de l'art, et de l'art du théâtre particulièrement, cette activité de production (dépense) qui ne laisse pas de trace (ruine de l'investissement) ? L'incapacité des pouvoirs publics à penser cette dépense comme dépense productive, selon bien sûr une autre comptabilité que celle réservée aux bilans d'entreprise, serait un sujet en soi. Mais il faudrait alors examiner les relations complexes de la dépense et de ses bénéficiaires symboliques, humains et politiques.

Ainsi, le ministère de la Culture, ce petit ministère qui pouvait s'enorgueillir d'être celui de l'imagination (Jack Lang), devint une administration honteuse. Ne sachant plus très bien ce qui le justifie, il peine à se défendre devant les attaques qui viennent de tout bord : les libéraux ultra, les moins ultra, le ministère de l'Économie et des Finances bien sûr, les exclus du système, les incultes du pouvoir, bref, les « modernes » et leurs alliés individualistes... ça fait du monde ! Citadelle assiégée, le ministère renonce même à ce statut encore flatteur : être une citadelle ! Il ne serait plus que le comptable de son échec autoproclamé.

Ses adversaires les plus résolus, pour partie aujourd'hui regroupés à l'Élysée, peuvent se féliciter et dire à tout vent : vous voyez bien, rien ne va plus, refaites vos jeux ! Ainsi de cette cellule élyséenne dirigée par Marin Karmitz – le Conseil de la création artistique –, objectivement opposée au ministère qu'elle juge incapable ou obsolète, et que les ministres en fonction sont incapables de contrer, terreur

présidentielle aidant. Une idéologie envahissante, volontiers destructrice, contraint le ministère de la Culture à s'excuser d'exister encore. Il semble même prendre un plaisir masochiste à énoncer sa propre déchéance. De fortes voix, jusqu'à d'anciens ministres parfois, peuvent sans grand risque encourager la disparition du ministère. Ces attaques sont d'autant plus arrogantes qu'elles se savent sans opposants résolus autres que les artistes et les professionnels qui bénéficient de son existence. Les plus fortes personnalités aptes à rappeler une histoire qui fut tout sauf un échec disparaissent. Jack Ralite, qui en 1981 ne fut pas ministre de la Culture mais de la Santé, est encore là, au Sénat en particulier, pour rappeler une ambition, mais il me semble bien seul à s'indigner. Jack Lang, depuis quatre ans, se tait, ou est-ce moi qui suis sourd ?

Mais la France, fort heureusement, est aussi un pays de traditions, si bien que la disparition brutale d'un ministère historique ne se décide pas si aisément.

## II

L'échec dont se flagelle le ministère a un nom : échec de la démocratisation culturelle. Cela se mesure statistiquement, paraît-il. L'augmentation brute des dépenses n'aurait pas produit mécaniquement une augmentation proportionnelle des fréquentations. Ces rapports sont contestables, quand ils ne sont pas faux ou intéressés. On compare des chiffres hors évolution des coûts, on compare des moyennes de fréquentation hors pression sociale, sans tenir aucun compte de l'organisation nouvelle des loisirs de masse, bref, dans la plus grande abstraction. Mais on aime à proclamer l'échec. Bizarre !

Il faut essayer de comprendre ce qu'on dit quand on parle de démocratisation. Il semble bien qu'il s'agisse aujourd'hui moins de rendre *accessible* (Malraux) que de rendre *disponible*, moins de populariser que de saisir le déjà populaire. Ah ! Le populaire ! Eldorado du grand marché pour tous ! Nostalgie des élites ! Hypocrisie des méprisants, qui ne parlent jamais autant de populaire (sans préciser son contenu) que depuis que fut détruite la classe populaire en tant que telle, remplacée dans les têtes dirigeantes par les pauvres et les précaires. Un comble !